



lignes d'attac

Université européenne
des mouvements sociaux
Rendez l'argent !
Entretien avec J.-F. Bayart
BDS pour la liberté, justice et égalité
Un million d'emplois climatiques
Dossier. Migrations

numéro 109 avril 2017



PUBLICATIONS

5-8 juillet 2017

contre le G20 à Hambourg (DE)

7-8 juillet 2017

rassemblement NDDL (44)

27 juillet-3 août 2017

Alteville Attac à Arradon (56)

4-15 août 2017

camp climat AT/ANV

18 au 20 août 2017

30 ans de la Confédération

paysanne à Alloue (16)

23 août 2017

AG Attac France (Toulouse)

23-27 août 2017

Université européenne

des mouvements sociaux (Toulouse)

24-29 août 2017

Ende Gelände (DE)

**cette crise qui n'en finit pas
par ici la sortie !**

Attac

éditions LLL, 2017



**Petit manuel de la transition
(nouvelle édition augmentée)**

Attac France

Editions LLL, 2016



Nos publications sont disponibles
sur www.boutique.attac.org
ou materiel-militant@attac.org

**% bulletin d'abonnement
lignes d'attac**

nom
prénom
adresse

code postal ville
courriel

abonnement d'un an au tarif normal de 20€
 abonnement d'un an au tarif adhérent 12€

numéro de carte
date d'expiration

date
signature

ci-joint chèque bancaire ou postal
à l'ordre d'Attac à retourner à
Attac
service abonnements
21 ter rue Voltaire 75011 Paris



Attac
association pour la taxation
des transactions financières
et pour l'action citoyenne
**est un mouvement
d'éducation populaire
tourné vers l'action.**
Attac se mobilise
contre l'hégémonie
de la finance
et la marchandisation
du monde,
pour des alternatives
sociales, écologiques
et démocratiques.

éditeur de publication
Attac France
directeur de publication
Annick Coupé
conception maquette
Stéphane Dupont

ont participé à la rédaction
de ce numéro
Geneviève Azam, Jacqueline
Balvet, Nikolaz Berthomeau,
Philippe Carezzo,
Maxime Combes,
Annick Coupé, René Dahon,
Stéphane Dupont, Vincent
Guerpillon, Nicolas Haeringer,
Manolis Kosadinos,
Eric Le Gall, Huayra Llanque,
Nils Loret, Jeanne Planche,
Dominique Plihon, Marilyne
Poulain, Raphaël Pradeau,
Daniel Rallet, Julien Rivoire,
Lysiane Rolet, Serge Seninsky,
Hervé Thomas, Aurélie Trouvé,
Philippe Wannesson
Sauf mention contraire,
tous les rédacteurs.trices
sont membres des instances
et commissions d'Attac

couverture
Brice Le Gall

illustrations
Charlotte Planche

impression
Expressions II Paris
société coopérative ouvrière
de production
10 bis rue Bisson
75020 Paris
imprimé sur papier recyclé



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

abonnement annuel
4 numéros : 20€
dépôt légal à parution
ISSN 1620-8420
CPPAP 0519G81654

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

Défendons nos droits, contre leurs privilèges !



Aurélie Trouvé
et Dominique Plihon
porte-paroles d'Attac France

Les inégalités augmentent, et avec elles le chômage et la précarité. La société est gangrenée par diverses formes de racisme. L'état d'urgence est maintenu, les droits des salariés et des femmes sont attaqués, les services publics menacés, la corruption des élites éclate au grand jour...

Les mouvements sociaux, dans leur diversité, ont un rôle majeur à jouer pour lutter contre ce délitement dangereux de la société. Attac s'est résolument engagé dans ce sens afin d'éviter que la campagne électorale étouffe les voix des citoyen.ne.s. Attac a ainsi contribué à la création d'un espace commun des mouvements sociaux *nos droits, leurs privilèges*, qui rassemble une trentaine d'organisations associatives, syndicales et citoyennes. Celles-ci agissent ensemble pour quatre objectifs : le partage des richesses, la lutte contre le racisme, la défense des libertés, la défense des droits sociaux.

Dans ce cadre, Attac lance une campagne *Rendez l'argent* : une partie importante de l'argent public, estimée à plus de 200 milliards d'euros, est confisquée, en particulier par l'évasion fiscale. Cet argent, qui nous appartient, doit être restitué pour financer les urgences sociales et écologiques, dans les domaines de l'emploi, de la santé, de l'éducation, du logement...

Attac s'est également engagé, avec une dizaine d'organisations, dans la campagne *Un million d'emplois pour le climat* : preuve est faite qu'en utilisant une grande partie de l'argent public détournée par les multinationales et les plus riches, on peut relever les défis de la transition écologique tout en s'attaquant sérieusement au chômage.

On le voit, les mouvements sociaux sont pleinement mobilisés pour construire une société de justice et de solidarité, malgré la répression et les violences policières et face aux discours de haine et de rejet.

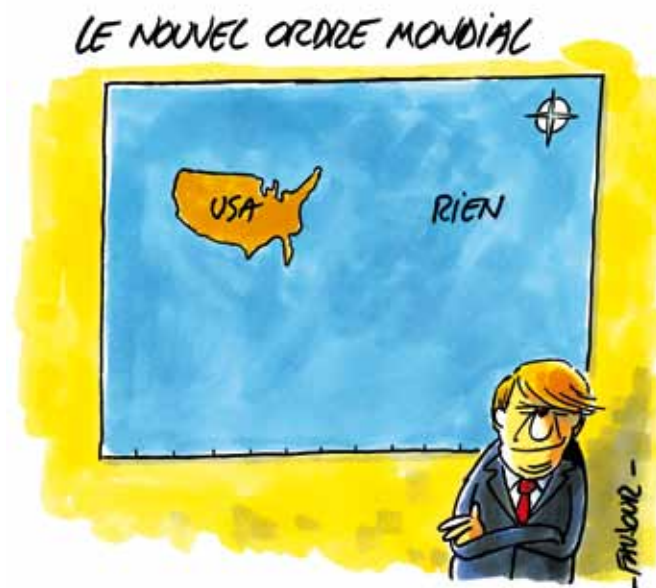
Pour faire vivre ces résistances et nos alternatives, pour débattre ensemble et organiser de nouvelles convergences, Attac vous invite à l'Université européenne des mouvements sociaux, qui se tiendra à Toulouse du mercredi 23 au dimanche 27 août. Venez nombreux !

G20 Hambourg 7 et 8 juillet 2017 “Dessiner un monde interconnecté” ou construire un monde solidaire ?

Le G20 en juillet à Hambourg sera un des premiers rendez-vous internationaux post-Trump et post-Brexit. Il se donne pour but de “construire un monde interconnecté” selon le titre donné à ce sommet. Le document officiel de présentation est en lui-même le résumé d’un aveuglement dramatique.

“Il ne peut y avoir de retour à une ère de pré-globalisation” affirme le document. Au moment où les États-Unis suspendent l’accord de libre-échange avec le Pacifique, où ils remettent en cause de manière unilatérale l’ALENA et érigent un mur face au Mexique, au moment où ils menacent de se retirer de l’OMC et des organismes multilatéraux, une telle affirmation relève de l’incantation et de la croyance aveugle en la religion du marché global. Aucune des conséquences de la globalisation des quarante dernières années n’est mentionnée. Elles nourrissent pourtant un protectionnisme et un nationalisme agressif et conquérant et conduisent au retour à une ère de pré-globalisation, non pas des années 1960, mais à celle des années 1930. Et ce ne sont pas la “digitalisation” du monde et sa “connectivité”, qualités affichées comme objectifs de ce sommet, qui redonneront des couleurs à une globalisation qui a fracturé les sociétés, affaibli les pouvoirs politiques, détruit des cultures et des territoires, déraciné des millions de personnes se heurtant désormais à des murs infranchissables.

C’est pourquoi ce sommet promet un enfermement mortifère entre un néolibéralisme à prétention multilatérale, qui a bien du mal à se réaliser, et un national-néolibéralisme assumé, prétendant réparer les dégâts de la globalisation économique et financière. Dans ce monde interconnecté, la “résilience” économique serait le résultat d’une “croissance forte, équilibrée, inclusive et soutenable”, alimentée par le libre-échange, la stabilisation des marchés financiers et le développement d’une finance verte. Cette croissance soutenable s’appuiera sur des politiques énergétiques et sur



la dématérialisation des économies – “digitalisation” – qui permettraient de remplir les objectifs de l’Accord de Paris, explicitement mentionnés. Les responsabilités assumées concernent la régulation internationale des migrations, la transparence financière pour combattre la finance terroriste, la sécurité alimentaire.

Le choc avec le monde réel sera rude. C’est le choc avec le monde des énergies fossiles, celui de Trump et de Poutine, celui aussi de la dénonciation ou de l’oubli de l’Accord de Paris : s’il est juste de s’inquiéter des déclarations du président étasunien cherchant à se dégager de l’Accord de Paris et de la Convention des Nations-unies sur les changements climatiques, comment comprendre l’acceptation par l’Union européenne d’un traité de libre-échange avec le Canada qui ne mentionne pas cet accord climatique et qui, s’agissant des énergies, ne distingue en rien les énergies propres des énergies sales, voire très sales comme celles extraites des sables bitumineux ou du nucléaire ? C’est le choc avec le monde des murs qui, dans un univers globalisé et fracturé, ont vocation à repousser les masses humaines cherchant un abri. Les décrets anti-immigrés et anti-musulmans de Trump ne pourront être combattus par une Union européenne qui a elle-même échoué pour l’accueil des migrants. C’est le choc avec l’impossibilité d’une croissance forte, globale et durable du fait des limites géophysiques à l’accumulation illimitée et des menaces internes d’effondrement de la sphère financière, le choc avec une croissance soutenue par l’accroissement des dépenses militaires, peu inclusives et soutenables !

Ce sommet sera pour nous l’occasion d’affirmer le refus de la fuite en avant dans la libéralisation économique et financière et des aventures nationalistes, xénophobes et racistes qui ont grandi en son sein. Avec des mouvements sociaux du monde entier, nous y construirons les voies pour une déglobalisation solidaire et coopérative, pour des alternatives capables de prendre soin des humains et de la Terre.

Geneviève Azam

Du blanc de Meudon contre l'évasion fiscale

Apple a été la première multinationale victime d'une attaque au «blanc de Meudon» par les militant.e.s d'Attac le 13 mars. Cette action, lors de laquelle l'Apple Store de Saint-Germain-des-Près dans le centre de Paris, a vu ses vitrines opacifiées, a lancé la semaine de mobilisation contre l'opacité financière et l'évasion fiscale. A l'occasion du premier anniversaire des révélations des «Panama Papers», le 3 avril, les comités locaux ont en effet sorti seaux, pinceaux et rouleaux pour recouvrir les vitrines d'une dizaine de multinationales donc les pratiques d'évasion fiscale sont avérées.



© Eric Coquelin

Quand le procès d'un Faucheur de chaises se transforme en procès de l'évasion fiscale

Le 9 janvier s'est tenu à Dax le premier procès d'un Faucheur de chaises, Jon Palais. Ce procès fut un succès à tous points de vue : en amont du procès, 81 actions d'occupation d'agences de la BNP partout en France ont permis de mettre en lumière le rôle de la BNP dans l'industrie de l'évasion fiscale ; ces actions ont également démontré la vitalité du réseau Attac en France, nos comités locaux étant impliqués dans 62 actions, jusqu'à la Réunion !

2 000 personnes sont venues le 9 janvier de toute la France pour affirmer que "nous sommes tou.te.s des faucheurs de chaises", avec notamment une forte présence de militant.e.s d'Attac ; la mobilisation d'un large spectre de forces associatives, syndicales et politiques montre que l'évasion fiscale est perçue comme insupportable par de plus en plus de citoyen.ne.s.

Une table ronde a mis en évidence un large accord des candidats à la présidentielle présents ou représentés (Hamon, Mélenchon, Jadot, Poutou...) sur nos revendications pour mettre fin à l'impunité fiscale. Ce fut aussi une occasion de contrer le discours selon lequel il n'y aurait plus d'argent dans les caisses de l'Etat, alors que l'évasion fiscale représente chaque année un manque à gagner pour l'Etat équivalent au déficit public.

La couverture médiatique fut telle qu'il était difficile de ne pas entendre parler des Faucheurs de chaises ce jour-là ; de plus, dans les médias nous avons réussi à transformer le procès de Jon en procès de l'évasion fiscale, en mettant la BNP au banc des accusés. Notre mobilisation a permis d'obtenir la relaxe de Jon, ce qui renforce la légitimité des actions de désobéissance civile.

L'ampleur de la mobilisation a également conduit la BNP à réagir publiquement, pour la première fois depuis le début de la campagne. Absente à l'audience, la BNP a utilisé un argument grotesque selon lequel elle ne serait pas présente dans les paradis fiscaux listés par l'OCDE... alors que cette liste est actuellement vide. Enfin, le procès a offert une tribune pour annoncer les prochaines étapes de notre mobilisation contre l'évasion fiscale et notamment la semaine internationale du 1er au 7 avril.

Raphael Pradeau

Tou.te.s à Toulouse du 23 au 27 août pour l'Université d'été

Plus que jamais, il est aujourd'hui nécessaire pour les mouvements sociaux européens de se doter d'un espace pour préparer l'avenir. Dans les périodes d'accélération telle que celle que nous connaissons probablement cette année, il est vital de prendre le temps du recul et de la réflexion, mais aussi et surtout de préparer les mobilisations et les actions qui permettront d'ouvrir d'autres perspectives. C'est là l'objectif de la prochaine Université d'été d'Attac, qui sera européenne et ouverte à nos partenaires, mouvements sociaux, associations, syndicats : réfléchir ensemble aux enjeux de la période et préparer, par l'action citoyenne, une réponse collective à la hauteur de ceux-ci.

En effet, ces derniers mois ont été marqués par des mobilisations massives et, par bien des aspects, innovantes à défaut d'avoir toujours pu être victorieuses. L'opposition à la loi travail a rassemblé des centaines de milliers de personnes dans les rues de France pendant plusieurs mois malgré une répression policière jamais vue ces dernières années. Les campagnes contre les traités transatlantiques sont parvenues à mobiliser des millions de citoyen-ne-s européen-ne-s. La démonstration de force des opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a rendu impossible toute tentative d'expulsion de la ZAD par le précédent gouvernement. Les familles des victimes de violences policières, de plus en plus nombreuses, sont parvenues à rendre visible aux yeux de tou-te-s des pratiques policières intolérables guidées bien souvent par le racisme et couvertes par le corporatisme et l'idéologie sécuritaire. L'action individuelle de lanceurs d'alertes soutenue par les organisations de la société civile et la mobilisation citoyenne a permis de mettre à jour le système d'évasion fiscale et d'acaparement du bien commun par les 1 %.

On pourrait ainsi continuer cette liste à volonté.

© Mélanie Poulain



Mais il faut surtout en retenir une chose. Celles et ceux pour qui l'injustice sociale, climatique ou économique n'est plus tolérable et qui se battent pour développer les alternatives à même de créer demain un monde plus juste, solidaire et viable pour tou-te-s... se retrouveront cet été à Toulouse pour la quatrième Université d'été européenne des mouvements sociaux.

Autour de personnalités militantes et/ou intellectuelles internationales, nous analyserons collectivement le monde tel qu'il se présente à nous aujourd'hui. Il s'agira également de renforcer ensemble une vision critique de ce que devrait être un monde juste et désirable pour imaginer les mobilisations et les alternatives à même de le rendre possible dès demain. Enfin, cette université d'été sera un lieu de formation pour toutes celles et ceux qui souhaitent passer à l'action.

En effet, la période qui s'ouvre devant nous est déjà marquée par une montée en puissance des forces réactionnaires et néolibérales, autant que par une aggravation des crises climatiques, géopolitiques, sociales et économiques. Mais cela ne doit pas nous décourager d'agir. Bien au contraire !

L'Université d'été européenne des mouvements sociaux sera l'occasion idéale de nous retrouver pour réfléchir, analyser et agir ensemble. Cet été, soyons plus altermondialistes que jamais !

Pour plus d'informations et pour soutenir l'organisation de l'Université d'été européenne des mouvements sociaux en tant que bénévole ou donateur, vous pouvez visiter le site internet dédié : esu2017.org. Faites également passer le mot en suivant les dernières actualités sur les réseaux sociaux : facebook (www.facebook.com/ESU2017) et twitter (@SummerUniv2017)

Nils Loret

pour la justice et la dignité

Rendez l'argent ! Face à l'urgence sociale et écologique, 200 milliards d'euros à récupérer

“Les caisses de l'Etat sont vides” : ce refrain revient avec chaque plan d'austérité budgétaire et salariale, chaque renoncement à l'action écologique. En réalité, de l'argent, il y en a beaucoup, concentré entre quelques mains. Exaspérée, une partie des classes populaires se réfugie dans l'abstention ou, comme aux Etats-Unis, dans un vote nationaliste et raciste. Pourtant rien n'oblige à détruire l'emploi et les droits sociaux, à appauvrir les services publics ou à bloquer les investissements dont nous avons désespérément besoin pour engager la transition. L'argent est là, accumulé, dissimulé, évadé par les plus riches et les grands groupes multinationaux. L'impôt, qui devrait être vu comme une “contribution citoyenne”, est discrédité par la fraude et l'évasion auxquelles se livrent les privilégiés. L'injustice fiscale sape les fondements du contrat social.

Il est possible - et urgent ! - de récupérer plus de 200 milliards d'euros par an. Comment ? Par des mesures qui pourraient être mises en oeuvre par un gouvernement volontariste et poussé par les citoyens mobilisés en ce sens. Dans un nouveau rapport, Attac en dresse une liste, non exhaustive : lutte contre l'évasion fiscale, taxation des transactions financières, suppression de certaines niches fiscales, réformes fiscales visant une plus juste distribution des revenus et des richesses, suppression des subventions aux énergies fossiles et GPII. Sur la base de ce rapport, Attac et d'autres mouvements sociaux ont lancé des actions de récupération de cet argent, poursuivant ainsi l'action des faucheurs de chaises.

Aurélien Trouvé



Rapport à télécharger sur france.attac.org
Petit guide à télécharger sur france.attac.org
ou à commander auprès de materiel-militant@attac.org

Les violences policières, et le viol présumé, subis par Théo à Aulnay-sous-Bois, ont mis à jour une réalité trop souvent niée dans notre pays. Contrôle au faciès, insultes, harcèlements et humiliations restent le quotidien de beaucoup de jeunes des quartiers populaires. Et cela peut conduire à la mort de certains : Ziad, Bouna, Adama Traoré, Ali Ziri, Amine Bentousi, Lamine Dieng... C'est pour dénoncer cette situation qu'une grande marche a été organisée à Paris le dimanche 19 mars, à l'appel des familles et avec le soutien de nombreuses organisations, dont Attac, et de personnalités. Dans un contexte de stigmatisation grandissante de certaines populations, dans un climat de racisme exacerbé envers les musulman-e-s, les noir-e-s ou les roms, Attac soutient l'exigence de vérité et de justice portée par les familles des victimes de violences policières, et, plus généralement, dénonce la banalisation des discours et des actes racistes et leur caractère structurel ; défend les droits démocratiques face à l'état d'urgence et aux mesures liberticides ; et exige que les migrant-e-s soient accueilli-e-s dans des conditions dignes, que les sans papiers soient régularisé-e-s et qu'il soit mis fin à la logique de l'Europe forteresse.

[contre l'impunité des entreprises transnationales, rendez-vous à Genève !](#)

Serait-on sur le chemin d'un futur Traité international contraignant sur les entreprises transnationales et les droits humains, permettant de mettre fin à leur impunité et de garantir l'accès à la justice pour les victimes de leurs activités ? C'est tout l'enjeu des négociations qui se déroulent au sein du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Si le Forum économique mondial de Davos ne tremble pas encore, ces négociations divisent fortement : la majorité des pays du Sud en soutient le principe, avec l'appui des ONG, tandis que les pays de l'OCDE y sont fermement opposés, tout comme les transnationales. ONG, associations, syndicats appellent à une mobilisation citoyenne massive à Genève en octobre 2017, à l'occasion d'une semaine de négociation décisive (23-27 oct). Pour que les droits des peuples et de l'environnement priment enfin sur les intérêts des transnationales.
Maxime Combes

Pour aller plus loin : **Vers un traité contraignant sur les transnationales ?** Lignes d'Attac n° 108 et Six propositions de la campagne **Stop à l'impunité des multinationales** (http://www.stopcorporateimpunity.org/wp-content/uploads/2016/10/SIX-points_FR.pdf)



© Denis Meyer / Hans Lucas

libérons le Louvre des combustibles fossiles

Le 5 mars dernier, peu après l'ouverture du musée du Louvre, une trentaine de personnes vêtues de noir se sont rassemblées au pied de la Victoire de Samothrace. Alignées de part et d'autre de l'escalier, elles ont déposé sur ses marches leurs écharpes et chemises, formant ainsi une marée noire, descendant vers la galerie des Arts de l'Islam - soit l'une des galeries financées par Total, qui est également l'un des espaces du musée menacé par les crues de la Seine, dont la fréquence et la force augmentent sous l'effet du réchauffement climatique... provoqué par les activités d'un groupe comme Total.

Cette trentaine de militant.e.s entendaient ainsi mettre en évidence que le Louvre n'est pas une simple victime, passive, du réchauffement climatique. Le musée en est également l'un des acteurs, en acceptant de prêter son image à l'industrie fossile - certes, le mécénat se fait sur fond de diminution de la dotation publique accordée à des établissements comme le Louvre. À ce titre, il apparaît (trop) souvent comme un mal nécessaire. Il est pourtant un système pervers, par lequel des entreprises comme Total peuvent prétendre servir l'intérêt général (tout en bénéficiant d'intéressants avantages fiscaux), alors que les montants concernés, pris un par un, sont négligeables (souvent bien moins de 1 % du budget annuel d'un musée) : Total bénéficie ainsi de l'image du musée du Louvre, ainsi que de contre-parties cruciales, comme l'accès à des vernissages privés, permettant au groupe d'inviter des diplomates de pays avec lesquels il est en négociations (pour l'octroi, par exemple, de nouveaux permis de forage...).

Cette performance est la première organisée dans le cadre de la campagne « Libérons le Louvre des combustibles fossiles », dont Attac France est partenaire, à partir d'un appel international, lancé au mois de janvier dernier. Elle s'inscrit dans une dynamique mondiale de mobilisations contre le « blanchiment par l'art » auquel se livrent de nombreuses entreprises du secteur fossile, dans le sillage d'une campagne (victorieuse) dénonçant les liens entre la Tate Gallery (à Londres) et BP.

appel à soutien contre une méga-mine d'or en Guyane

Le collectif *Or de question*, qui regroupe des ONG guyanaises et nationales, demande au gouvernement français l'arrêt immédiat du projet "Montagne d'or", porté par les sociétés Nordgold (russe) et Columbus Gold (canadienne), ainsi qu'un moratoire sur tout projet de méga-mine d'or dans cette région de Guyane située au cœur de la forêt amazonienne. L'Amazonie, sa biodiversité et les peuples autochtones qui y vivent sont menacés par la multiplication de ce type de projets.

L'enjeu est de taille pour les deux sociétés qui redoutent par dessus tout la contestation de la population locale et qui ont lancé une campagne de communication vantant les bienfaits du projet notamment en termes d'emplois. Pourtant les risques sur l'environnement et la santé des habitant.e.s sont majeurs : déforestation massive, utilisation d'intrants chimiques, stockage d'énormes volumes de déchets et boues cyanurées... alors même que "Montagne d'or" se situe juste à côté de la première réserve biologique intégrale de Guyane !

Une étude d'impact environnemental et social est en cours dont les conclusions sont attendues pour le mois de septembre 2017. Les habitant.e.s n'ont pas attendu pour se mobiliser et Attac fait partie des organisations qui soutiennent cette lutte.

Une pétition déjà signée par plus de 70 000 personnes est en ligne : www.sauvonslaforet.org/petitions/1084/non-a-la-mine-d-or-industrielle-en-foret-guyanaise

Jeanne Planche

Nicolas Haeringer



Le national-libéralisme, c'est le nationalisme pour les pauvres et le libéralisme pour les riches entretien avec Jean-François Bayart

Connu pour ses travaux consacrés aux pays africains, Jean-François Bayart, directeur de recherche au CNRS, montre dans un essai décapant (*L'impasse national-libérale. Globalisation et repli identitaire* aux éditions La Découverte) comment la globalisation et le repli national-identitaire, loin d'être antagoniques, se configurent l'un l'autre, enfermant nos sociétés dans une impasse.

Qu'entendez-vous par national-libéralisme ?

Il s'agit de nous départir de l'illusion, omniprésente dans le discours politique et médiatique, selon laquelle il y aurait un jeu à somme nulle entre la globalisation des marchés, d'une part, et, de l'autre, l'Etat-nation et les identités. Les identitarismes, les souverainismes seraient une forme de résistance à la globalisation. Erreur funeste. Ils en sont une fonction, une composante. Depuis deux siècles, la globalisation repose sur la mondialisation économique et financière, sur l'universalisation de l'Etat-nation et sur les idéologies de repli identitaire. C'est cette synergie, cette combinatoire, que désigne le concept de national-libéralisme. On jette en pâture le nationalisme, l'identité, aux pauvres. Et les riches jouissent du libéralisme économique et financier.

Pouvez-vous donner des exemples ?

Sarkozy, Fillon, Poutine, Cameron, May, Erdogan mais aussi Ahmadinejad, en Iran, correspondent bien à ce profil. Merkel moins évidemment. L'essentiel est de voir que les uns et les autres jouent à la fois la partition du national et du libéral, et qu'il n'y a aucune contradiction politique ou historique entre ces termes. Le triomphe de l'idéologie néolibérale du marché, depuis les années 1980, a dépolitisé le débat, au centre de l'échiquier, autour du consensus mou de la nécessaire "réforme" de l'économie. Malheureusement, ce sont les identitaristes de tout poil qui l'ont repolitisé à leur manière.

Et Donald Trump ?

Il incarne parfaitement l'ambiguïté du national-libéral, prônant le protectionnisme mais nommant un ancien

banquier de *Goldman Sachs* secrétaire au Trésor. Il fonctionne selon le principe de la chauve-souris, arborant un corps de mammifère national à l'endroit des pauvres et exhibant des ailes libérales pour les riches. Il stigmatise la corruption de l'*establishment*, mais il en fait partie et pratique le népotisme.

La mondialisation ce n'est donc pas la victoire du marché sur l'Etat ?

Non, en effet. D'abord, la mondialisation des marchés est très différenciée. Poussée dans le domaine financier, elle compose avec des formes indirectes de protectionnisme dans le marché des biens industriels et agricoles, et d'ailleurs une grosse part du commerce international est un commerce interne aux firmes. En outre, il n'y a pas de mondialisation du marché du travail, loin s'en faut, du fait du prohibitionnisme migratoire, de plus en plus coercitif. La globalisation repose sur une disjonction entre la mondialisation des marchés des capitaux et des biens, et le cloisonnement national du marché international du travail. D'autre part, comme l'a montré l'éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie, et comme l'avait répété Braudel après Marx et Polanyi, le capitalisme fait système avec l'Etat. Enfin, la globalisation va de pair avec la bureaucratisation du monde, sa mise en normes juridiques, réglementaires, techniques, comptables. Résultat, jamais les Etats n'ont eu autant de prérogatives coercitives et policières qu'aujourd'hui. La libéralisation des marchés financiers s'est accompagnée du renforcement de son contrôle par les États, sous couvert de guerre contre le terrorisme.

Comment cela se traduit-il ?

Prenons Trump. L'Amérique de sa jeunesse, blanche, heureuse et triomphante, était aussi l'Amérique des mâles blancs dominants, de la ségrégation raciale et du maccarthysme. Le vote en faveur de Donald Trump a été, autant qu'une protestation de la "ceinture de rouille" contre la désindustrialisation, le rejet du premier président nègre élu aux Etats-Unis. Dans sa brutalité, le *Muslim ban* signifie le retour fondamentaliste à une définition ethno-confessionnelle de la citoyenneté américaine. Les vrais Américains sont les WASP, les protestants anglo-saxons blancs. Pour être acceptés, les Latinos catholiques sont sommés de se convertir au protestantisme évangélique, conformément aux recommandations du penseur conservateur Samuel Huntington.

La France, pays des Lumières, peut-il être épargné ?

Renonçons à cette arrogance de la Grande Nation et de sa mission civilisatrice. Mais pour autant ne sombrons pas dans le masochisme national. Nous n'avons pas non plus à rougir de la conception française des droits de l'Homme, née d'une histoire singulière – comme le sont toutes les histoires. Mais pourquoi la France ferait-elle exception dans un monde qui se donne à Trump, au Brexit, à Poutine, à Erdogan, à Orban, au demi-jumeau polonais ? Même les Pays-Bas se sentent pousser une corne de rhinocéros. Les Lumières, la liberté ne relèvent pas de la Prédestination nationale, mais d'un combat politique de tous les jours.

Propos recueillis par Maxime Combes

Une version longue de cette interview est disponible sur www.bastamag.net

BDS

un mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité

Attac est un mouvement attaché à la solidarité, à la justice et au droit international : à ce titre l'association a pris position en faveur de la campagne « BDS » (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) en soutien aux droits fondamentaux du peuple palestinien.

Douze années se sont écoulées depuis l'appel « BDS » de la société civile palestinienne contre Israël jusqu'à ce que ce pays applique le droit international. Cet appel a été fait en référence à la campagne contre la politique d'apartheid menée en Afrique du Sud jusqu'en 1991.

Les objectifs de cet appel sont de mettre fin à l'occupation et la colonisation de toutes les terres palestiniennes, de démanteler le mur, de reconnaître les droits fondamentaux des citoyen.ne.s arabo-palestinien.ne.s d'Israël et de respecter les droits des réfugié.e.s palestinien.ne.s comme le stipule la résolution 194 de l'ONU.

Depuis 2009, la campagne se développe en France sur le principe de non-violence, et du respect des biens et des personnes ; elle dénonce le soutien de l'Union européenne et de la France à la politique coloniale de l'État israélien.

Aujourd'hui, c'est dans un contexte de criminalisation des actions de la campagne BDS et des menaces reçues par des militant.e.s de la solidarité avec la Palestine que plusieurs organisations (dont Attac France) ont choisi d'ouvrir des comptes permettant de recueillir des soutiens financiers pour ces mobilisations.

En France, BDS se concrétise de plusieurs façons.

- Un appel en direction des conseils municipaux pour voter des vœux de soutien à la campagne et aux droits des palestinien.ne.s. Ces votes accentuent la pression sur le gouvernement et élargissent le soutien citoyen en France.
- Une pression citoyenne contre les exportations agro-alimentaires israéliennes qui sont le résultat des expropriations et de la dépossession du peuple palestinien. L'appel BDS ne demande pas seulement aux consommateurs de boycotter les produits des entreprises israéliennes. Il consiste aussi à faire pression sur les entreprises françaises afin qu'elles cessent tout commerce et tout investissement avec des entreprises qui s'inscrivent dans la politique d'apartheid menée par l'État israélien.

En 2012, la campagne BDS a marqué des points avec la faillite de l'entreprise Agrexco qui importait des fruits et légumes produits dans les colonies. Aujourd'hui, les citoyen.ne.s sont invité.e.s à exercer leur pouvoir en interpellant les magasins sur l'origine des produits qu'ils proposent, quand



© Mike Gifford

ils sont commercialisés par des sociétés comme Mehadrin et Galilée-export. Les cibles de la campagne ne sont pas les enseignes de distribution mais les diffuseurs des produits des sociétés israéliennes qui tirent profit de la colonisation.

Une attention particulière est portée sur les enseignes de produits biologiques qui ont une charte éthique et devraient naturellement être plus sensibles aux arguments de la campagne BDS.

- Un relais de la campagne internationale pour l'embargo sur le commerce d'armes et pour faire cesser la coopération militaire de la France avec l'État israélien.

Une veille est organisée sur les activités des entreprises françaises d'armement qui travaillent avec Israël. Après des mois de campagnes, deux appels d'offres lancés par la France où figurait la principale entreprise israélienne d'armement Elbit Systems n'ont pas été remportés par celle-ci¹.

La campagne a également entrepris des démarches en direction d'AXA qui au travers de l'une de ses filiales a des investissements dans Elbit Systems, afin qu'AXA se désengage complètement d'Elbit Systems.

- La campagne BDS se construit aussi à travers des actions de boycott sportif, universitaire, culturel, syndical, institutionnel permettant de mobiliser la société civile en France dans toutes ses composantes.

Les adhérent.e.s et les comités locaux d'Attac peuvent s'engager concrètement dans ces diverses actions, souvent relayées au niveau local.

Pour en savoir plus : <https://www.bdsfrance.org/> de chacun.e d'entre vous, y compris à distance !

Annick Coupé et Vincent Guerpillon

¹ <https://www.bdsfrance.org/communique-bds-france-le-drone-israelien-skylark-delbit-systems-na-pas-ete-choisi-par-larmee-francaise/>



en route pour un Forum social mondial
anti-nucléaire

Le prochain Forum social mondial (FSM) thématique “Vers un monde sans nucléaire, ni civil ni militaire” se tient à Paris en novembre 2017. Il fait suite aux Forums qui ont eu lieu en 2016 à Tokyo et à Montréal. Le processus se construit, et sous l’impulsion d’organisations antinucléaires françaises, il a été jugé pertinent d’accueillir cette 3ème édition dans le pays le plus nucléarisé au monde.

Le Forum permettra d’aborder tous les problèmes liés à l’énergie nucléaire, ses risques et son coût, de l’extraction de l’uranium à la gestion des déchets, en passant par la santé des travailleurs et des populations et les scandales financiers, ainsi que les liens entre nucléaire civil et nucléaire militaire, et leurs acteurs – en France : Areva, CEA et EDF. Comment mettre un terme à cette activité productive qui s’avère mortifère ? Comment éviter une nouvelle catastrophe majeure ? Comment entrer résolument dans la nécessaire transition énergétique ? Quelles stratégies mettre en œuvre pour arrêter rapidement la production d’énergie d’origine nucléaire et réduire les émissions de gaz à effet de serre d’origine anthropique ? Peut-on espérer, avec l’ouverture de négociations à l’ONU, en 2017, un traité d’interdiction des armes nucléaires, qui serait un pas décisif vers le désarmement nucléaire mondial ?

**Toutes ces questions seront débattues
du 2 au 4 novembre 2017 à Paris !**

Jacqueline Balvet

Survie, association fondatrice d’Attac

En 1981, des dizaines de Prix Nobel lancent un appel contre la faim et pour le développement : il s’agit de substituer l’action collective politique à la charité individuelle, de donner “valeur de loi au devoir de sauver les vivants”. L’association naîtra trois ans plus tard, dans l’optique de mener campagne en France pour une “loi de Survie”.

Dix ans plus tard, malgré les mobilisations et le soutien politique, le projet de loi ne passe pas. Les membres de Survie découvrent peu à peu l’étendue de la corruption, les incohérences et les crimes qui gangrènent le système français de coopération. Arrive en 1994 le génocide des Tutsis du Rwanda dans lequel on découvre avec stupéfaction la complicité de la France.

Depuis lors, il ne s’agit plus pour Survie de renforcer l’Aide publique au développement, mais de lutter contre l’impunité et la banalisation du génocide et de militer pour une refonte radicale de la politique étrangère de la France en Afrique. L’association forge alors le concept de Françafrique¹ et dénonce le néo-colonialisme. Elle participe à de nombreuses initiatives et mouvements, dont Attac, la Plateforme “Paradis fiscaux et judiciaires”, le CRID et bien d’autres...

Aujourd’hui l’association compte plus de 1 300 adhérents, ainsi qu’une vingtaine de groupes et relais locaux en France qui participent aux campagnes, recherches et publications, mobilisations, etc. Cet engagement militant est au cœur de la dynamique de l’association, qui n’est financée que par les adhésions, dons, abonnements et ventes de livres. Survie a récemment participé à de nombreuses mobilisations, contre l’état d’urgence, les guerres, le racisme, les sommets France-Afrique, les réélections truquées en Afrique, les agissements de multinationales... Survie est aussi engagée dans des actions en justice contre des génocidaires rwandais ayant trouvé refuge en France, et dans des plaintes visant des militaires français suite à l’engagement de la France durant ce génocide.

Le Conseil d’administration de Survie France

Plus d’infos et soutien sur survie.org

¹ Voir les livres de François-Xavier Verschave : *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Stock, 1998, ou *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?* Les Arènes, 2000

Un million d'emplois climatiques c'est possible ?

En janvier 2017, la plateforme française *emplois-climat*¹ a publié un rapport qui pose dans le débat public la proposition de création d'un million d'emplois en France. Au-delà de ce rapport, la plateforme, qui regroupe syndicats et associations², a lancé une campagne qui vise à construire un espace ouvert d'échanges, de débats et de propositions sur les sujets liant les enjeux de la transition écologique avec ceux de l'emploi, de la reconversion et de la formation.

La crise climatique, et plus globalement environnementale, remet en cause notre éco-système et modifie déjà les conditions de vie sur notre planète : multiplication d'événements météorologiques graves, migrants climatiques, disparition d'espèces vivantes sans compter les pollutions et autres conséquences pour notre santé. Pour limiter le réchauffement, nos modèles de production doivent immédiatement s'engager dans un processus de transition radicale. L'occasion de tout changer pour paraphraser Naomi Klein. L'occasion de créer des centaines de milliers d'emplois, dans des secteurs plus intensifs en travail et moins en capital, dans les secteurs nécessaires à la transition écologique et énergétique, à la rénovation des bâtiments, dans l'agriculture paysanne, mais aussi dans l'éducation, la culture... pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux. L'occasion de s'affronter à la crise sociale qui taraude nos sociétés depuis des décennies maintenant : un chômage de masse, avec les conséquences sociales et économiques pour les chômeurs évidemment, mais au-delà pour toute notre société : pression à la précarité pour tou.te.s, chantage au chômage pour les salarié.e.s en poste, attaques contre nos systèmes de protection sociale au prétexte de défendre l'emploi via la "compétitivité du coût du travail", etc.

Engager la transition écologique pour vivre mieux, avoir davantage d'emplois tout en répartissant mieux les richesses : le rapport publié en janvier démontre que l'articulation de la nécessaire transition écologique peut se concilier harmonieusement avec les impératifs de justice sociale si la volonté politique est mobilisée.

Mais nos analyses et propositions, aussi justes soient-elles, ne s'imposeront pas d'elles mêmes. L'intérêt de notre campagne "Un million d'emplois pour le climat" va bien au-delà de la diffusion du rapport, d'analyses et de travaux d'expertise existants. Elle a vocation à faire converger suffisamment de forces pour imposer



© Edith Carron

aux multinationales et aux banques de "rendre l'argent" nécessaire au financement des emplois et des investissements indispensables, et pour construire un mouvement social suffisamment puissant pour s'attaquer aux intérêts des industries polluantes. Ainsi notre campagne peut devenir un des maillons qui nous manquent depuis tant d'années pour construire un réel mouvement pour la justice climatique.

Construire une alliance entre réseaux de défense de l'environnement et organisations syndicales ne va pas de soi. Le syndicalisme a une histoire qui l'a conduit à insister davantage sur la répartition des "fruits de la croissance", à peser sur la répartition capital/travail sans toujours interroger la nature de cette croissance. C'était particulièrement vrai au temps des Trente glorieuses, et cette tendance peut se retrouver dans des revendications syndicales actuelles, marquées par une approche très keynésienne, basée sur des politiques de relances de l'investissement sans conditionner ces exigences sociales aux préoccupations écologiques. L'engagement de syndicats lors des dernières COP, la constitution de réseau syndicaux internationaux se concentrant sur les enjeux de transition énergétique, ou la multiplication dans divers pays de campagnes "One Million Climate Jobs" est toutefois le signe encourageant que les lignes bougent. Tout comme l'est la prise en compte par les mouvements et organisations écologistes des questions d'emplois et de reconversion des salarié.e.s. Car les mouvements écologistes également ont une part de responsabilité d'un rendez vous trop longtemps manqué en ayant pour certains trop favorisé les "petits gestes" ou la supériorité des enjeux environnementaux pour l'humanité au mépris de la prise en compte des intérêts immédiats des salarié.e.s.

Construire la transition... tous ensemble ?

Certes, il n'y aura pas d'emplois sur une planète morte. Mais il n'y aura pas de transition juste si celle-ci laisse de côté les ouvriers et ouvrières des industries fortement émettrices de CO₂ ou les travailleurs des centrales nucléaires. Entre la création de nombreux emplois promise par l'émergence des secteurs de la transition et la disparition des centaines de milliers d'autres au sein des secteurs fortement émetteurs de CO₂, que se passe-t-il pour les salarié.e.s ?

Notre campagne doit faire de la reconversion sociale des secteurs concernés par la transition un enjeu fondamental des transformations à opérer. Les salarié.e.s ne peuvent être mis devant le fait accompli. Zéro chômeur climatique implique une anticipation des restructurations pour que la transition écologique ne laisse personne, si ce n'est les actionnaires, au bord de la route. Au delà des créations d'emploi, c'est donc la question de nouvelles protections pour les salarié.e.s qui se pose. Une protection collective implique de ne pas s'engager dans les dispositifs d'inspiration sociale libérale où le droit serait attaché à la personne dont la traduction récente est le compte personnalisé d'activité (CPA). Ce droit présente la particularité juridique d'être directement "attaché au travailleur et non pas à l'emploi ou au statut de salarié". Il vise en fait à "équiper les individus" en "capital professionnel" face à un marché du travail. Ce projet laisse le salarié, une fois doté de son "capital professionnelle", seul sur le marché du travail. Et à sa propre "responsabilité" le cas échéant, l'incapacité à obtenir un nouvel emploi.

Au contraire, nous pouvons nous inspirer des propositions existantes de Solidaires, de la CGT ou de la FSU d'une véritable "sécurité sociale professionnelle" ou d'un "statut du salarié"; les noms important peu tant les principes sont proches. Le principe de continuité du salaire et des droits sociaux s'oppose à la notion sociale libérale de droits individuels transférables. C'est l'ensemble des droits dépendant de sa qualification qui sont maintenus. Le(la) salarié(e) devrait recevoir le salaire correspondant à cette qualification, qu'il(elle) soit en situation d'emploi immédiatement productif, en formation, ou en recherche d'emploi. La création d'un fonds national interprofessionnel et mutualisé assurerait le financement de ce "statut de vie sociale et professionnelle" et serait financé par les cotisations sociales, nécessitant une nouvelle répartition des richesses³.

Créer un million d'emplois pour le climat ne résoudra pas un chômage et une précarité qui en France touche 9 millions de personnes. Une telle mesure devrait s'accompagner d'une réduction massive du temps de travail et de nouvelles garanties collectives pour lutter contre la précarité. Mais elle permettrait à coup sûr d'engager la dynamique de la transition écologique, et peut s'avérer utile pour travailler la convergence. Sommes-nous capables ensemble de défendre une sécurité sociale professionnelle et la reconversion nécessaire de certains secteurs industriels ? Sommes-nous aussi capables de poser la question, ensemble, mouvement syndical, altermondialiste et mouvement écologiste, de la na-

ture des emplois mais également du statut des travailleurs (emplois précaires ou emplois garantis et protégés) ? De défendre ensemble des travailleurs/euses qui s'opposent à la fermeture de leur entreprise automobile tout en acceptant de poser la question de la nature de la production ? Potentiellement, c'est une campagne ambitieuse qui pose des questions remettant en cause le système : qui décide de produire et quoi produire ? Le "marché" ou les travailleurs et les citoyens ? Comment produire ? Comment financer la transition et qui paye ? Tout le monde ou les pollueurs et exploités ?

Cette campagne peut permettre de poser ces questions en partant de problèmes immédiats et concrets, il s'agit de défendre les intérêts immédiats des salarié.e.s et de dessiner les contours d'un projet de société alternatif, d'autres mondes possibles. Il s'agit donc dans cette campagne de "tenir les deux bouts" de manière cohérente : la lutte quotidienne, dans le très court terme, contre la violence sociale du capitalisme, et la transformation de fond en comble de la société. Pour "tenir ces deux bouts", le cadre de la plateforme unitaire avec ses productions est un point d'appui : le rapport par exemple est utile pour cadrer et engager le débat, un support pour organiser des réunions publiques. Nous devons favoriser la confrontation, discuter des revendications des un.e.s et des autres, des problèmes et difficultés rencontrés, faire un travail de convictions auprès de militant.e.s et de syndicats.

Julien Rivoire

- 1 www.emplois-climat.fr
- 2 Alofa Tuvalu, Alternatiba, Amis de la terre, Attac-France, Collectif Roosevelt, Confédération paysanne, Emmaüs France, Espace Marx, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Nicolas Hulot, Greenpeace France, Heinrich Böll Stiftung France, Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), Réseau Action Climat, Transform, Union syndicale Solidaires, 350.org. Avec le soutien de la Ligue des droits de l'Homme.
- 3 <http://www.appeldes100.org/contribution-du-rhone-sur-securite-sociale-professionnelletransition-ecologique/>



Rapport publié par l'espace collectif Emplois-climat en janvier 2017, à télécharger sur france.attac.org et emplois-climat.fr

Petit guide à télécharger sur france.attac.org ou à commander auprès de materiel-militant@attac.org

A VOIR A LIRE



3 000 Nuits

3 000 Nuits est tiré de l'histoire vraie de Layal, jeune institutrice palestinienne de Naplouse, arrêtée pour avoir porté secours à un militant blessé, et incarcérée pendant huit ans dans une prison israélienne où elle découvrira l'arbitraire et la violence au mépris de tout respect des droits humains les plus élémentaires. L'action est située dans les années 80, peu avant les terribles massacres de Sabra et Chatila. Layal accouchera seule en prison de Nour, son nouveau-né, qui est accueilli en fête par les autres prisonnières palestiniennes. Loin de tout manichéisme, *3 000 Nuits* résonne en nous comme un hymne à la solidarité des luttes des femmes palestiniennes et de leur courage inépuisable. Depuis 1948, 700 000 Palestiniens sont passés par les prisons israéliennes, soit un tiers de la population. Ils sont aujourd'hui 6 000 à y être enfermés. Et comme dit Ken Loach à propos de ce film : "S'il vous plaît, voyez ce film, voyez-le maintenant !".

Mai Masri est une cinéaste palestinienne qui a principalement réalisé des documentaires liés au contexte géopolitique de la Palestine et du Moyen-Orient et qui ont remporté de nombreux prix à travers le monde. *3 000 Nuits* est son premier film de fiction.

Hervé Thomas

3000 Nuits

réalisation : Mai Masri

sortie : janvier 2017, 103 min



Insoumise

Laila est une jeune informaticienne qui ne trouve pas de travail dans son pays au Maroc et participe avec d'autres jeunes à des manifestations pour crier son envie de liberté et d'autonomie. Elle accepte un contrat de saisonnière en Belgique dans une exploitation agricole spécialisée dans la culture intensive de la pomme. Laila découvre alors le système profondément injuste qui règle les contrats des saisonniers et refuse ces conditions indignes de salaire et de travail. Peu à peu son sentiment de révolte s'étend à son entourage... Le réalisateur Jawad Rhalib, qui s'est toujours intéressé au réalisme social et au profit, a déjà montré en 2006 la situation des ouvriers dans les cultures sous serre en Espagne avant de zoomer neuf ans plus tard sur le mouvement du 20 février 2011 au Maroc. Ce nouveau film de fiction est une synthèse de ces deux thématiques.

Réalisateur marocain, cinéaste, auteur et journaliste, Jawad Rhalib a réalisé de nombreux films de fiction et documentaires, internationalement récompensés, qui s'attaquent aux questions liées aux droits de l'Homme et à la mondialisation (*El Ejido, la loi du profit, Les Damnés de la mer ; Le Chant des tortues*).

Hervé Thomas

Insoumise

réalisation : Jawad Rhalib

sortie : en cours, 80 min



Le Réveil des reines

Ce sont vingt femmes des 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille, vingt femmes vivant dans cette partie de Marseille oubliée des politiques et où 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, vingt femmes mères au foyer, salariées ou retraitées, musulmanes ou pas. À travers un atelier intitulé "Nous sommes toutes des reines", elles se lancent dans l'aventure du spectacle en entremêlant théâtre et music-hall, et en y questionnant la féminité dans une Marseille où le machisme est souvent érigé en modèle. Paule Sardou a filmé leur cheminement en nous montrant leur métamorphose et en leur donnant la parole jusqu'à ce que cette dernière devienne une expression collective. "Femme, qui que tu sois, tu n'es pas synonyme d'objet. Pour plaire, tu n'as pas besoin de te déshabiller. Femme, qui que tu sois, lève la tête et avance avec fierté" clame Sabbah, l'une des vingt reines, à la face du monde. L'aventure ne fait que commencer...

Paule Sardou est une réalisatrice ayant tourné aussi bien des courts-métrages documentaires que des fictions. Elle anime également des ateliers vidéos sur différents secteurs en Paca. Des images et des sons sur le site www.paulesardou.org

Hervé Thomas

Le Réveil des reines

réalisation : Paule Sardou

sortie : 2016, 58 min

A VOIR A LIRE



Kobané Calling

Kobané Calling c'est l'homme du chaï à Mehser, c'est Sali, Garip, Newrose, Elbak, Ezel, Shenzen, Necim, Amed, Nasrin, Asayish Aden, Ocalan, Hevâl Cuma, Heval Zafér, Bonnet rouge, Berzan, les combattant.e.s des YPJ (unités de protection du peuple kurde féminines), YPG (mixtes) et du PKK qui luttent contre Daech. *Kobané Calling* c'est toutes celles et ceux que Zerocalcare – auteur romain de bande dessinée – a rencontré.e.s pendant ses voyages.

D'abord à Mehser, au Kurdistan turc, à la frontière syrienne en face de Kobané (libérée peu de temps après). En Irak, dans les montagnes de Qandil avec les résistant.e.s du PKK. Et au Rojava, région autonome kurde fondée sur un contrat social progressiste : égalité homme femme, cohabitation ethnique et religieuse pacifique, démocratie participative, redistribution des richesses, écologie...

Kobané Calling c'est son carnet de voyages, ses notes dessinées souvent hilarantes, ce qu'il rapporte et comprend de tout ça, sur ce qui se joue d'humain, les vies dédiées à la résistance et à la solidarité, et ce que lui dit Nasrin quand ils s'arrêtent à Dayrik où sont enterrés ses camarades : "ce qui nous sauve c'est de ne pas oublier pourquoi on résiste."

Suzanne Brandt

Kobané Calling

Zerocalcare

magnifiquement traduit de l'italien par Brune Seban

éditions Cambourakis, 2016

pour la version française



Simone Weil

Simone Weil (1909-1943) est peu connue dans les milieux militants, et quand elle l'est, c'est surtout pour son engagement auprès de la classe ouvrière, l'agrégée et professeure de philosophie s'établissant en usine en 1935.

Geneviève Azam, économiste engagée dans Attac, et Françoise Valon, enseignante en philosophie, nous font découvrir Simone Weil comme une "lanceuse d'alerte". Sa critique du système capitaliste, de la férocité de l'exploitation, va de pair avec l'idée d'une autre société basée sur la nécessité de prendre en compte les limites matérielles du monde. Et si sa pensée est marquée par un certain mysticisme, le travail des deux auteures nous permet de décrypter l'œuvre de Simone Weil comme une œuvre de rebelle, engagée toute sa vie du côté de l'émancipation des individus. Sa pensée nous intéresse aujourd'hui alors même que les promesses du capitalisme et du productivisme se sont transformées en catastrophes actuelles et à venir pour les humains et pour la nature. En 1934, Simone Weil écrit : "Quand se produira la cassure après laquelle il pourra être question de produire quelle que chose de nouveau ?"... Cela résonne avec nos préoccupations actuelles !

Annick Coupé

Simone Weil ou l'expérience de la nécessité

Geneviève Azam, Françoise Valon

Le passager clandestin

Les précurseurs de la décroissance

octobre 2016



Notre monde

Ce bel ouvrage est le résultat d'une habile réinterprétation graphique, par Ruedi Baur, graphiste et Vera Baur, sociologue et leur équipe, des données économiques, analyses et propositions politiques portées par Attac. Les montants de l'évasion fiscale, la répartition des richesses et les inégalités ou encore les conséquences des dérèglements climatiques sont mis en images grâce à un système de figurines créé par l'atelier Intégral Ruedi Baur en hommage au système Isotype développé en 1925 par le socio-économiste autrichien Otto Neurath et le graphiste allemand Gerd Arntz.

Notre monde à changer !

Attac et Civic City

Lars Müller Publishers, 2017

Publication disponible

sur www.boutique.attac.org

ou materiel-militant@attac.org



**“La politique
n’a
aucun rapport
avec
la morale”**

Niccolo Machiavelli

numéro 109 avril 2017